



Bulletin de veille

4 décembre 2018



QUÉBEC/CANADA

ASSOCIATION DE PLANIFICATION FISCALE ET FINANCIÈRE (APFF)

N. Prieur et X. Roy-Blais, « [Les crédits d'impôt territoriaux du Québec et les centres zones franches du Canada](#) », *Revue de planification fiscale et financière*, vol 38, n° 4, pp. 679-738.

Seuls les crédits liés à l'investissement montrent un certain niveau d'efficacité pour assurer la rétention de la population sur le territoire, soutenir l'économie et créer des pôles de spécialisation sectorielle.

Afin d'encourager la création d'emplois et l'investissement des entreprises dans certaines régions ciblées de son territoire, le gouvernement du Québec adopte des mesures, offertes sous forme de crédits d'impôt. Les auteurs ont répertorié ces crédits qui visent à assurer la rétention de la population sur le territoire, à soutenir l'économie et à créer des pôles de spécialisation sectorielle. Ils ont évalué leur efficacité à la lumière des données statistiques disponibles et ils avancent que seuls les cré-

dits liés à l'investissement montrent un certain niveau d'efficacité, pour autant qu'ils soient restructurés.

Les auteurs traitent également des nouveaux centres zones franches établis sur une bonne partie du territoire canadien. Ils jugent que ces centres, quoique bénéfiques au commerce international, ne sont pas directement utiles aux régions.

CHAIRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE ALLIANCE SUR LES ENJEUX ÉCONOMIQUES DES CHANGEMENTS DÉMOGRAPHIQUES (CEDIA)

S. Marchand, « [Who Benefits from Tax-Preferred Savings Accounts?](#) », 20 novembre 2018, 37 p.

Les véhicules d'incitation à l'épargne libre d'impôt n'ont pas la même popularité selon les provinces. Le gouvernement du Québec doit adopter une approche visant à inciter efficacement à l'épargne.

Avec les principaux véhicules à l'abri de l'impôt utilisés pour inciter à l'épargne, les gouvernements taxent l'épargne soit dans l'année de la cotisation (type TEE), soit dans celle du retrait (type

EET). Les rendements relatifs de ceux-ci dépendent des taux marginaux effectifs d'imposition pour les deux années, qui eux-mêmes dépendent de la dynamique de revenus de travail.

Une comparaison des choix d'épargne optimaux prédits par le modèle avec les choix observés dans les données indique une surutilisation des comptes EET, particulièrement dans la province de Québec. Ces résultats ont des implications importantes pour les politiques d'incitation (« nudging ») mises en œuvre au Québec, qui obligent les employeurs à inscrire automatiquement leurs employés dans des comptes de type EET.

CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES (CFFP)

A. Genest-Grégoire, L. Godbout et J.-H. Guay, « [Les Québécois sont-ils satisfaits des services publics?](#) », 1^{er} décembre 2018, 39 p.

Les Québécois ont une évaluation assez consensuelle de la qualité des services publics.

Les débats à propos de la taille de l'État sont au cœur des échanges politiques au Québec comme ailleurs. Le Québec présente un État de grande taille par rapport à ses voisins nord-américains et qui ressemble plus à ceux des pays d'Europe. Plusieurs études de la Chaire se sont penchées sur les sources du financement de l'État québécois, en cherchant à comprendre la perception et la compréhension des citoyens en lien avec la fiscalité. Cette étude vise à compléter ce portrait en se penchant sur l'autre visage de l'État québécois, celui des services qu'il offre en contrepartie de cette fiscalité. À l'aide d'un sondage, nous avons cherché à mesurer la satisfaction des québécois à l'égard des principaux services publics et à discerner les facteurs qui influencent cette satisfaction.

Les Québécois présentent généralement un niveau d'appréciation faiblement positif des services publics, la note moyenne qu'ils donnent à l'ensemble des services étant de 5,8 sur une échelle de 10 points. Les services qu'ils semblent apprécier le plus sont les infrastructures de loisirs, tels que les parcs ou les bibliothèques, les institutions d'enseignement supérieur et les garderies. À l'opposé, les services pour lesquels la satisfaction exprimée est

la plus faible sont les routes, les centres hospitaliers de soins de longue durée (CHSLD) et les hôpitaux.

CENTRE INTERUNIVERSITAIRE DE RECHERCHE EN ANALYSE DES ORGANISATIONS (CIRANO)

J. Martin, « [Planification fiscale des sociétés québécoises et recours aux paradis fiscaux](#) », Novembre 2018, 73 p.

Selon les estimations, entre 25 % et 30 % des profits des entreprises canadiennes réalisés à l'étranger le sont dans des paradis fiscaux, ce qui entraîne un allègement de l'impôt sur le revenu des entreprises canadiennes d'environ 7 %.

Les entreprises peuvent utiliser différentes dispositions fiscales pour réduire leur impôt sur le revenu. Ces dispositions prévues par le législateur poursuivent différents objectifs économiques. Par exemple, la législation fiscale prévoit un crédit d'impôt à la recherche et développement pour stimuler les activités d'innovation.

D'autres dispositions fiscales peuvent être utilisées de façon concomitante avec les dispositions énoncées dans des législations fiscales de pays tiers pour s'insérer dans des stratégies de planification fiscale controversées. Ces stratégies peuvent répondre à la lettre des législations fiscales concernées mais pas nécessairement à leur esprit ou leur intention. Ces stratégies sont alors considérées comme de l'évitement fiscal. L'évitement fiscal a pour conséquence de fragiliser l'assiette fiscale des gouvernements et de diminuer les revenus fiscaux perçus par l'État nécessaires au financement des services publics. C'est le cas notamment du recours aux paradis fiscaux examiné dans le présent rapport.

DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

G. Bernier, « [Estimation du coût d'une réduction du taux fédéral d'imposition du revenu des sociétés](#) », 27 novembre 2018, 11 p.

L'augmentation des recettes tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers n'est pas suffisante pour compenser la perte de recettes provenant d'une diminution du taux d'imposition des sociétés de 6 points de pourcentage.

Un député a demandé au directeur parlementaire du budget (DPB) d'estimer le coût budgétaire annuel de la réduction graduelle, à raison de 1 point de pourcentage par année pendant 6 ans, du taux fédéral d'imposition du revenu des sociétés (IRS). À partir d'un taux fédéral-provincial combiné de 26,8% en 2018, cette proposition amènerait le taux fédéral-provincial combiné prévu par la loi à 20,7% en 2024.

Le coût net d'une diminution de 1 point de pourcentage du taux d'IRS serait d'environ 1,6 milliard de dollars en 2019. En 2024, le coût net de cette diminution, qui serait alors cumulativement de 6 points de pourcentage, serait d'environ 11,1 milliards de dollars par année. Le coût net tient compte de l'augmentation des recettes tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers.

En 2024, la perte de recettes tirées de l'impôt sur le revenu des sociétés serait approximativement de 13,2 milliards de dollars, alors que l'augmentation des recettes tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers ne serait que d'approximativement 2,1 milliards de dollars. Cet écart s'explique par le fait que les sociétés ne distribuent pas l'ensemble de leurs profits sous forme de dividendes et qu'une partie des dividendes distribués n'est pas assujettie à l'impôt.

FINANCES CANADA

Finances Canada, « [Énoncé économique de l'automne 2018](#) », 21 novembre 2018, 177 p.

Selon Finances Canada, la réforme américaine a augmenté les risques que les entreprises tentent de transférer leurs bénéfices aux États-Unis, ou de déplacer leurs dépenses au Canada, dans le but de réduire leurs obligations fiscales générales.

Le présent Énoncé économique de l'automne, comme les autres budgets et énoncés du gouvernement, porte avant tout sur des investissements dans les Canadiens et dans ce qui leur tient le plus à cœur. Il s'appuiera sur les résultats favorables obtenus au cours des trois dernières années et jettera les bases d'une croissance à long terme qui profitera à tous.

Les nouvelles mesures prévues dans l'Énoncé économique de l'automne comprennent des propositions qui aideront à bâtir un Canada plus égalitaire, plus généreux et plus durable, des modifications du régime fiscal canadien pour accélérer l'investissement des entreprises, un engagement fort à faire du Canada l'économie la plus branchée à l'échelle mondiale, des progrès pour éliminer les obstacles au commerce au sein du Canada, et des modifications réglementaires pour faciliter la création d'emplois et la croissance dans le secteur des entreprises.

De nouveaux investissements appuieront l'engagement du gouvernement de bâtir une économie qui fonctionne pour tous, soit une économie dont les avantages reviennent à un nombre toujours croissant de personnes, où les Canadiens peuvent obtenir des emplois de grande qualité et où les entreprises canadiennes sont bien positionnées pour profiter de nouveaux débouchés dans une économie mondiale de plus en plus complexe.

FINANCES QUÉBEC

Finances Québec, « [Le point sur la situation économique et financière du Québec](#) », 3 décembre 2018, 238 p.

Le gouvernement du Québec met en place des mesures qui permettront de redonner 1,7 G\$ aux familles et aux aînés au cours des cinq prochaines années.

Le premier ministre du Québec, M. François Legault, et le ministre des Finances, M. Eric Girard, ont profité de la mise à jour économique automnale pour annoncer des actions concrètes visant à remettre de l'argent dans le portefeuille des familles et des aînés du Québec. Le gouvernement pose également des gestes pour favoriser l'accélération de l'investissement des entreprises et pour poursuivre les efforts de lutte contre les changements climatiques.

De plus, le contexte économique fait en sorte que le Québec a connu une augmentation plus importante que prévu de ses revenus fiscaux. Ainsi, les plus récentes prévisions laissent entrevoir un surplus de 1,7 milliard de dollars pour 2018-2019. Cette marge de manœuvre permet au gouvernement de remettre immédiatement de l'argent dans le portefeuille des Québécois et Québécoises et de favoriser l'investissement

PRICEWATERHOUSECOOPERS

PwC, « [The Impacts of US Tax Reform on Canada's Economy](#) », Septembre 2018, 122 p.

Les taux moins élevés d'impôt sur le revenu des particuliers introduits par la réforme fiscale américaine vont accroître l'écart de revenu net entre les États-Unis et le Canada, en particulier dans les professions hautement qualifiées.

Our analysis suggests that the US tax reform has eliminated one of Canada's main competitive advantages. We are of the view that this loss will have a significant negative impact on capital-intensive sectors in Canada. All else being equal, these sectors as a whole would likely face a significant shift in investments from Canada to the US over the next 10 years. It is important to understand that the US tax reform comes at the heels of a decade where Canadian capital-intensive sectors were generally lagging their US counterparts in both GDP growth and investment growth. Over the last decade, during which the Canadian corporate tax rate was substantially lower than that in the US, growth in capital expenditures in Canada was significantly slower than in the US. The US tax reform removes a key Canadian advantage, thereby exacerbating the trend of lower investment growth in Canada and threatening the viability of certain parts of Canada's capitalintensive sectors.

STATISTIQUE CANADA

D. Messacar, « [Comportement sur le marché et réactions de planification fiscale quant à l'incidence des variations des](#)

[taux marginaux d'imposition sur le revenu des couples de personnes âgées](#) », 19 novembre 2018, 44 p.

Les pensionnées mariées utilisent abondamment le fractionnement de revenu de pension depuis l'introduction de la mesure en 2007.

Selon le modèle type d'offre de main-d'œuvre, le revenu imposable des particuliers a tendance à se concentrer à des points d'inflexion convexes de l'ensemble budgétaire créé par le régime d'impôts et de transferts du gouvernement. Cependant, il existe peu de données empiriques démontrant un tel comportement. À l'aide de données fiscales administratives du Canada, le présent document porte sur l'estimation de la tendance à la concentration du revenu imposable chez les personnes plus âgées en raison des discontinuités touchant les taux marginaux d'imposition créés par les régimes fédéral, provinciaux et territoriaux, de 2001 à 2012. Les résultats montrent que la concentration est courante pour l'ensemble de la répartition des revenus, mais que celle-ci est principalement observée chez les personnes mariées à partir de 2007. Une analyse plus approfondie révèle que la cause première de cette concentration est le fait que les pensionnés ont tendance à fractionner une partie de leur revenu de pension avec leurs conjoints lorsque ceux-ci ont des taux marginaux d'imposition moins élevés. Les pensionnés agissent de la sorte conformément à la mise en œuvre du programme de planification fiscale dans le budget fédéral de 2007. Ces résultats présentent des signes crédibles d'un comportement notable de planification fiscale au sein du ménage qui repose sur les possibilités de déductions fiscales.

THE SCHOOL OF PUBLIC POLICY (UNIVERSITÉ DE CALGARY)

T. Tombe, « [Alberta's Long-Term Fiscal Future](#) », SPP Research Paper, Volume 11:31, 20 novembre 2018, 36 p.

L'Alberta doit élargir son assiette fiscale, augmenter son taux d'imposition ou réduire ses dépenses pour éviter un déficit insoutenable.

[...] The province has neither a revenue problem nor a spending problem; it has a budget problem. An aging population will increase government spending significantly, and tax revenue will fail to keep pace. A persistent dependence on resource royalties adds to the uncertainty. And even if current plans to balance early in the next decade succeed, fiscal pressures will mount and deficits balloon.

This paper examines long-term projections for resource royalties, federal transfer payments, investment income, property taxes, tuition revenue, health and education spending and debt service costs, and forecasts a deficit of almost \$40 billion by 2040. At 4 per cent of the province's economy, that's equivalent to more than \$14 billion today. A deficit of this magnitude, combined with capital investments that also add to debt, could raise the ratio of net debt to GDP to almost 50 per cent by 2040 – higher than any point in Alberta's history. And rising debt means rising interest costs. By 2040, interest payments alone may balloon to more than \$22 billion, or 17 per cent of government's total revenue.

A number of options are available to head off this fiscal crisis, but there are no easy choices. Alberta's fiscal gap – defined as the permanent and immediate reduction in expenditures or increase in revenues required to ensure sustainable future debt levels – is equivalent to 2.7 per cent of GDP. For perspective, that means cutting government expenditures by \$1 out of every \$6 spent or introducing a 10 per cent sales tax. But moderation, rather than extremism, is the best long-term approach. A combination of restrained spending growth and modest new revenues – rather than focusing solely on either tax increases or harsh spending cuts – will create a sustainable economic future for Alberta.

Broader tax reform should also be on the table. A sales tax, for example, could be used to lower income taxes and lessen our dependence on volatile resource royalties. On the spending side, careful cost-benefit analyses and assessment of delivery efficiency could reveal plenty of opportunities to reduce spending. This report explores many options.

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA

Bureau du vérificateur général du Canada, « [Automne 2018 — Rapports du vérificateur général du Canada — RAPPORT 7 : Les activités visant le respect des obligations fiscales — Agence du revenu du Canada](#) », 20 novembre 2018, 27 p.

« Nous avons conclu que l'Agence du revenu du Canada n'avait pas appliqué la *Loi de l'impôt sur le revenu* de manière uniforme dans l'exécution de ses activités d'observation. Elle a traité de manière différente des contribuables qui se trouvaient dans des situations semblables. En outre, l'Agence n'a pas rendu compte de manière exacte des résultats de ses activités d'observation et ses rapports étaient incomplets. »

Les rapports de l'automne 2018 remis au Parlement par le vérificateur général du Canada, Michael Ferguson, rendent compte des résultats de sept audits de performance des programmes et activités du gouvernement que son Bureau a terminés depuis le printemps dernier.

Ces plus récents audits ont porté sur les efforts des Forces armées canadiennes pour lutter contre les comportements sexuels inappropriés dans l'armée; la capacité de la Défense nationale à gérer les risques liés à la force aérienne de combat de façon à respecter les engagements du Canada sur la scène internationale jusqu'à l'obtention d'une flotte de remplacement; la sécurité matérielle des missions diplomatiques canadiennes à l'étranger; la conservation des biens patrimoniaux et des lieux historiques nationaux; la surveillance des délinquants libérés dans la collectivité; l'accès des Canadiennes et Canadiens des régions rurales et éloignées à des services Internet de haute qualité et un audit pour déterminer si l'Agence du revenu du Canada avait appliqué les règles fiscales de manière uniforme à des contribuables dans des situations comparables.



ÉTATS-UNIS

CENTER ON BUDGET AND POLICY PRIORITIES (CBPP)

M. Leachman, M. Mitchell et al., « [Advancing Racial Equity With State Tax Policy](#) », 15 novembre 2018, 34 p.

Des mesures fiscales inéquitables envers les personnes de couleur qui ont été édictées dans le passé doivent disparaître.

States and localities could do more to help undo the harmful legacies of past racism and the damage caused by continuing racial bias and discrimination. If state budget and tax policies were better designed to address these harms and create more opportunities for people of color, state economies would be more equitable and likely also would be stronger, which in turn could benefit many state residents of all backgrounds.

States and local governments account for nearly half of all domestic public-sector spending, and most of the funding for education and certain other investments important for economic growth. As such, how states and localities raise and spend revenue, including what services they finance, has major implications for racial and ethnic equity. Yet, while in recent decades people of color have made progress in many areas, state and local fiscal policies too often have not been part of this progress and instead have extended or cemented racial disparities in power and wealth.

Discriminatory public policies and racially prejudiced public and private actions of the past contributed to a historical context in which people of color were systematically held back. For much of our nation's history, people of color had little to no power in state legislatures, and white lawmakers could set policies that sustained white dominance, even in states where people of color were a significant share or even a majority of the population. In that sort of environment, state and local tax policies often deepened the profound challenges that people of color faced, even when those tax policies were not explicitly race-based.

CENTER ON BUDGET AND POLICY PRIORITIES (CBPP)

P. Van de Water, « [2017 Tax Law Heightens Need for More Revenues](#) », 15 novembre 2018, 7 p.

Alors qu'une population vieillissante commande des revenus fiscaux plus élevés, les allègements fiscaux de 2017 vont dans le sens contraire.

The tax law enacted in December 2017 weakens federal revenues at a time when the nation needs to raise more revenue. Federal spending will necessarily increase as a share of gross domestic product (GDP) in coming years due to several factors, particularly the retirement of more baby boomers, health care cost growth, and rising interest rates. These factors will drive up spending for Medicare, Social Security, interest on the federal debt, and some other programs. The budgetary savings that can be achieved through slowing the growth of health care costs, eliminating duplicative, outdated, or ineffective programs, and reducing errors and overpayments will not come close to offsetting the upward pressures on spending.

Complicating the picture, the federal debt is already high by historical standards. The response by some policymakers has been to call for cutting various social programs deeply while proposing another round of costly tax cuts. To avoid damaging program cuts that likely would increase poverty, hardship, and inequality, restoring the federal revenue base should be a primary goal of fiscal policy in the next few years, not digging the revenue hole even deeper.

INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

S. Warmhoff et R. Phillips, « [The Failure of Expensing and Other Depreciation Tax Breaks](#) », 19 novembre 2018, 19 p.

L'instauration d'allègements d'impôts comme l'amortissement accéléré est un outil fiscal largement inefficace pour l'accroissement de l'économie.

One of the most significant, but least understood, business breaks in our tax code is accelerated depreciation, the ability to write off the cost of investments in equipment more quickly than the equipment wears out.

Proponents of accelerated depreciation argue that it encourages companies to invest and expand their operations, thereby growing our economy. It is more likely that managers take the approach described in the above statement by Paul O'Neill, who had run large corporations like International Paper and Alcoa. As this report explains, this is corroborated by recent academic research.

Despite accelerated depreciation's ineffectiveness, and despite the conflict between it and other aspects of our tax system, accelerated depreciation has been a permanent feature of the federal tax law for some time.

Moreover, temporary expansions of accelerated depreciation called "bonus depreciation" were enacted during the recession and extended several times since then. The new federal tax law, the Tax Cuts and Jobs Act (TCJA) goes even further. It allows "full expensing," which is the ability to write off the entire cost of an investment in the year it is made. Congress permitted full expensing only for five years, which will encourage businesses to speed up investments they would have made later. Republicans in Congress have discussed making the expensing provision permanent.

This report argues that Congress should move in the other direction and repeal not just the full expensing provision but even some of the permanent accelerated depreciation breaks in the tax code, for several reasons.

LEGISLATIVE ANALYST OFFICE

M. Taylor, « [Taxation of Sugary Drinks](#) », 26 novembre 2018, 20 p.

La taxe sur les boissons sucrées vise normalement deux objectifs: un objectif fiscal consistant à générer des recettes et un objectif stratégique visant à améliorer la santé.

Taxes on sugary drinks have become increasingly common in recent years. In June 2018, the Legislature passed a law (Chapter 61 of 2018 [AB 1838,

Committee on Budget]) prohibiting local governments from levying such taxes (and other taxes on groceries) through 2030. The law stated the Legislature's intent to regulate the imposition and collection of such taxes to the exclusion of local action. As such, the Legislature may face the following decisions: (1) Should the state levy an excise tax on sugary drinks? and (2) If so, how should the tax be designed? This report provides information and perspectives for the Legislature to consider as it weighs these choices.



INTERNATIONAL

BANQUE MONDIALE

G. A. Joseph-Raji et al., « [Investing in Human Capital for Nigeria's Future](#) », Working Paper, 21 novembre 2018, 65 p.

Entrant dans la période électorale, le Nigéria fait face à des pressions fiscales et inflationnistes accrues ainsi qu'à une incertitude politique et économique.

The Nigerian economy remains dependent on the small oil sector (under 10 percent of GDP) for the bulk of its fiscal revenues and foreign exchange earnings. This makes Nigeria's balance of payments and government budgets vulnerable to volatilities in oil prices. Indeed, growth and investment in Nigeria have been negatively impacted by repeated oil-price driven boom-bust cycles. The oil price shock of late 2014 and its aftermath pushed the economy into recession and precipitated a major budgetary crisis at the national and state levels which brought to light the longer-term trend of weak domestic revenue mobilization. Nigeria's weak revenue mobilization has major implications for growth and development, including for improving its dire social service delivery outcomes. Thus, the country needs to take concrete steps to break its oil dependency to improve its economic and social outcomes.

COMMISSION EUROPÉENNE

G. Nicodeme, A. Caiumi et I. Majewski, « [What happened to CIT collection? Solving the rates-revenues puzzle](#) », 28 novembre 2018, 21 p.

Alors que par le passé, la croissance de l'assiette fiscale de l'impôt des sociétés comblait les réductions des taux d'impôt des sociétés, les prochaines diminutions des taux d'imposition ne pourront être absorbées davantage par ce phénomène.

Despite sharp reductions in corporate income tax (CIT) rates worldwide, CIT revenues have not fallen dramatically in the last two decades. This paper investigates the recent developments in CIT in the European Union, by taking a closer look at the potential driving forces behind this puzzle.

Using a unique dataset of national sectoral accounts, we decompose the CIT revenue to GDP ratio for the EU and find that while the decrease in the statutory rates has driven down tax collection, the effect was more than offset by a broadening of the taxable base and a slight increase in the size of the corporate sector. However, this result holds for the period 1995-2015 but not for the last decade where base broadening has not been able to match further cuts in rates.

COMMISSION EUROPÉENNE

J. Malzubris, V. Maestri et al., « [The effect of taxes and benefits reforms on poverty and inequality in Latvia](#) », 19 novembre 2018, 17 p.

Bien que la réforme fiscale ait réduit les inégalités de richesse, l'adoption d'un régime fiscal progressif a été très coûteuse pour l'État et a profité avant tout aux plus fortunés du pays.

Despite its steady reduction since 2011, the share of people at risk of poverty or social exclusion in Latvia remains high compared to other EU Member States. A large labour tax reform, including a move towards progressive tax rate schedule, a reduction of the standard personal income tax rate and an increase of the basic (tax-free) allowance, was adopted in the summer 2017.

A reform of the social assistance scheme has been under discussion for several years. Simulations based on the EUROMOD and the OECD Tax-Benefit model are used to assess the impact of these taxes and benefits reforms on poverty, inequality,

and incentives to work over the horizon 2016-2020.

Overall, the results indicate that the tax reform will benefit households in all income deciles, albeit at a sizeable budgetary cost and with a relatively limited impact on poverty and inequality. If pursued, the reform of the social assistance scheme offers an opportunity to support the income of the poorest households and bring inequality and poverty in Latvia more in line with the EU average. Through adjustments in the design of the benefits scheme, the negative impact of raising the adequacy of benefits on incentives to take up work can be mitigated.

COMMISSION EUROPÉENNE

D. Gros, « [Does a single monetary policy need a single fiscal counterpart?](#) », 27 novembre 2018, 13 p.

Bien qu'il soit intéressant que l'Europe soit fiscalement unifiée lorsqu'il est question de compléter la zone euro, en temps normal il est plus intéressant pour tous que les États de la zone aient chacun leurs régimes fiscaux nationaux.

The absence of a single fiscal policy in the euro area does not necessarily constitute a problem for the ECB. In a deep financial crisis poorly coordinated national fiscal policies are likely to be insufficient.

But outside crisis periods spill-over effects of fiscal policy are likely to be small and of uncertain sign. Moreover, fiscal policy is always subject to policy errors and other shocks. With many different national policies, individual errors and shocks would tend to cancel out each other, at least partially, thus delivering a more stable policy in the aggregate, which should facilitate the task of the ECB to maintain price stability. EMU reform efforts should thus not aim at creating a unified fiscal policy.

COUR DES COMPTES DE FRANCE

Cour des comptes de France, « [Le soutien public au mécénat d'entreprises](#) », 28 novembre 2018, 165 p.

En 15 ans, les dépenses fiscales ayant pour objectif de soutenir le mécénat d'entreprise en France ont été multipliées par dix, représentant un enjeu financier pour l'État français.

La France s'est dotée en 2003 d'un dispositif fiscal en faveur du mécénat des entreprises parmi les plus généreux sur le plan international. Le caractère très incitatif des mesures et la forte progression du nombre d'entreprises y recourant ont contribué à une multiplication par dix du montant de la dépense fiscale correspondante, aujourd'hui supérieure à 900 M€.

Cette dépense, mal évaluée, est fortement concentrée sur les très grandes entreprises. Les dons qui la déclenchent ne sont, dans les faits, pratiquement pas vérifiés, en dépit de quelques progrès récents. En application du 2^e alinéa de l'article 58 de la loi organique relative aux lois de finances, la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale a demandé à la Cour de dresser un bilan de cet effort public.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

C. Gerber, A. Klemm, L. Liu et V. Mylonas, « [Personal Income Tax Progressivity: Trends and Implications](#) », IMF Working Paper No. 18/24, 20 novembre 2018, 24 p.

La progressivité a diminué au cours des dernières décennies et la réduction de la progressivité ne semble pas avoir stimulé la croissance.

This paper discusses how the structure of the tax system affects its progressivity. It suggests a measure of progressive capacity of tax systems, based on the Kakwani index, but independent of pre-tax income distributions. Using this and other progressivity measures, the paper (i) documents a decline in progressivity over the last decades and (ii) examines the relationship between progressivity and economic growth. Regressions do not reveal a significant impact of progressivity on growth, suggesting that efficiency costs of progressivity may be small—at least for degrees of progressivity observed in the sample.

INSTITUT ÉCONOMIQUE MOLINARI

N. Marques et C. Philippe, « [Le jour où les États de l'Union européenne ont dépensé toutes leurs recettes annuelles](#) », 15 novembre 2018, 30 p.

Les États de l'Union européenne commencent à vivre à crédit en moyenne le 13 décembre, 18 jours avant la fin de l'année, comparativement au 6 décembre l'année dernière.

L'objectif de cette étude est de comparer les recettes et les dépenses des administrations centrales des 28 pays membres de l'Union européenne (UE) pour déterminer le jour à partir duquel elles ont épuisé toutes leurs recettes annuelles et commencent à vivre à crédit.

Les États de l'UE épuisent en moyenne leur ressources le 13 décembre, 18 jours avant la fin de l'année. C'est 7 jours plus tard que l'année d'avant, ce qui représente une amélioration significative. Parmi les 28 administrations centrales de l'UE, 9 étaient en situation excédentaire l'an passé. Les champions étaient Malte (excédent équivalent à 35 jours de dépenses), la Suède (excédent de 23 jours) et la Bulgarie (excédent de 15 jours). Leurs recettes 2017 leur ont permis de financer toutes les dépenses de l'année et de se désendetter.

Les 19 autres administrations centrales dépensaient la totalité de leurs recettes avant la fin de l'année. Pour 13 d'entre elles, les ressources étaient consommées en décembre et pour 6 d'entre elles dès novembre.

En dépit de cette amélioration, les États restent le point noir des finances publiques européennes. Au niveau de l'UE, les administrations centrales expliquent l'essentiel des dérapages des comptes publics (18 jours non financés). Les administrations d'États fédérés sont équilibrées depuis 2017 (2 jours d'excédent). Les administrations locales sont équilibrées depuis 2014 (3 jours d'excédent l'an passé). C'est aussi le cas des administrations de sécurité sociale depuis 2016 (4 jours d'excédent l'an passé). Conséquence, toutes administrations confondues, les différents pays de l'UE avaient consommé la totalité de leurs recettes publiques 8

jours avant la fin de l'année. C'est 5 jours de mieux que l'année d'avant.

INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES (IFS)

J. Banks et C. Emmerson, « *A lifetime of changes: State pensions and work incentives at older ages in the UK, 1948-2018* », IFS Working Paper No. 14201, 28 novembre 2018, 37 p.

Le Royaume-Uni a mis en œuvre une réforme substantielle du régime de pension au cours des cinquante dernières années.

In this paper we describe the history of state pension policy in the UK since the introduction of the State Pension in 1948. We calculate simple summary measures of the generosity of the system over time and of the degree to which the system has created implicit taxes on, or subsidies to, work at older ages. The time series of these measures, calculated separately for 'example-type' individuals of different birth cohorts, education and sexes, are then related to the time-series of employment rates at older ages for the equivalent types of individual. As is well known, the generosity of the system is shown to have risen over the period as whole but has fallen in recent years. In contrast to many countries there were never large implicit taxes on work arising from the state pension system (one exception being the earnings-test that affected higher earners in the first five years after the State Pension Age up until 1989), but what implicit subsidies there were in the years immediately before the State Pension Age have been gradually eliminated and the system is now broadly neutral with regard to work incentives. Exploiting variation in pension wealth and work incentives across different cohort-education-sex groups created by the timing and phasing of pension reforms we can show that for men both pension wealth and the implicit work disincentives in the pension system are correlated with employment outcomes with the expected negative sign.

Équipe de rédaction

Recherche et sélection des articles :
Olivier Gauthier-Durette, Josianne Picard, François Servant-Millette, Gerry Vittoratos et Olivia Wu

Coordination et édition :
Tommy Gagné-Dubé

<http://cftp.recherche.usherbrooke.ca/>

**Pour vous abonner gratuitement
au Bulletin de veille et aux
publications de la Chaire :**
cftp.adm@USherbrooke.ca